



« L'action sociale à la peine »  
Vers l'instauration de juridictions, de  
pôles ou de chambres spécialisés  
concernant les violences de l'intime

*Entretiens Jacques Cartier*  
*11 et 12 octobre 2023*

Christine Vézina, professeure, faculté de  
droit, Université Laval

Chercheuse principale et directrice de la  
Communauté de recherche-action sur les  
droits économiques et sociaux (COMRADES)



# PLAN

- 1. Les droits économiques et sociaux (DES) en droit international
  - 2. Les DES au Canada et au Québec : est-ce qu'ils existent ?
  - 3. La culture juridique des droits de la personne – tendances
  - 4. Changer le *statu quo* – contexte et méthode
  - 5. Bibliographie sélective
-

# 1. 1 Sources

art. 2 (1) PIDESC, CDESC, OG. no 3, no.9

1. Chacun des États parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives.

# 1. 1 Sources

---

art. 2 (2) PIDESC, CDESC, OG. No 20

2. Les États parties au présent Pacte s'engagent à garantir que les droits qui y sont énoncés seront exercés sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

## 1.2 Définition



### Obligations

Positives (d'agir) : dans l'immédiat et de manière progressive

Au maximum des ressources disponibles

Négatives

Interdiction de mesures régressives

Non-discrimination

Priorité aux besoins des personnes vulnérables

Participation des personnes concernées



### Contenu normatif

Noyau minimal essentiel

Accessibilité – dotation- qualité – acceptabilité – adaptabilité

## 1.3 Obligations d'agir

Colliger des données ventilées



Adopter des mesures délibérées

Mesures  
législatives

Politiques  
publiques

Programmes

Recours

## 1.4 Les adoptions de vue du CDESC en vertu du PF-PIDESC

Expulsion forcée = violation *prima facie* du droit au logement  
Obligation de prévoir logement de remplacement convenable  
Évaluation de proportionnalité  
Impact disproportionné sur groupe vulnérable

*Lorne Joseph Walters c. Belgique*, Constatations concernant la communication 61/2018

Droit à un recours effectif en cas d'atteinte à un DES (par. 11.3 et 11.4)

Notification induue – incidence telle sur le droit de se défendre = atteinte au droit au logement

*I.D.G. c. Espagne*, Constatation concernant la communication 2\2014

## 1.5 Les adoptions de vue du CDH en vertu du PF-PIDCP: l'« approche intégrative »

Approche intégrative : = « nulle cloison étanche » *Airey c. Irlande* 1979 C. eur. DH (Sér. A) par. 26

Obligation positive de protéger le droit à la vie = accès aux soins de santé existants quand l'absence de cet accès entraîne risque raisonnablement prévisible pouvant entraîner la mort. *Toussaint c. Canada*, CCPR/C/123/D/2348/2014, 2018



## 1.6. Les rapports entre le droit international et le droit interne

Lois de mise en œuvre vs mise en œuvre implicite : double discours des autorités gouvernementales

Présomption de conformité du droit interne au droit international

## 2. Les DES au Canada et au Québec : est-ce qu'ils existent ?

### Charte canadienne

- Invisibilité : obstacle épistémologique

### Charte québécoise

- Mentions explicites

### Responsabilité partagée

- Entre le législateur et le pouvoir judiciaire

## 2.1 La Charte canadienne

Approche intégrative

Obligations positives

Obligations négatives

Droit autonome

Réparation

## 2.2 La Charte québécoise

*Quasi constitutionnalité* vs prépondérance

Limitation textuelle vs obligation de légiférer

Réparation

## 2.3 Les DES et la mise en œuvre législative

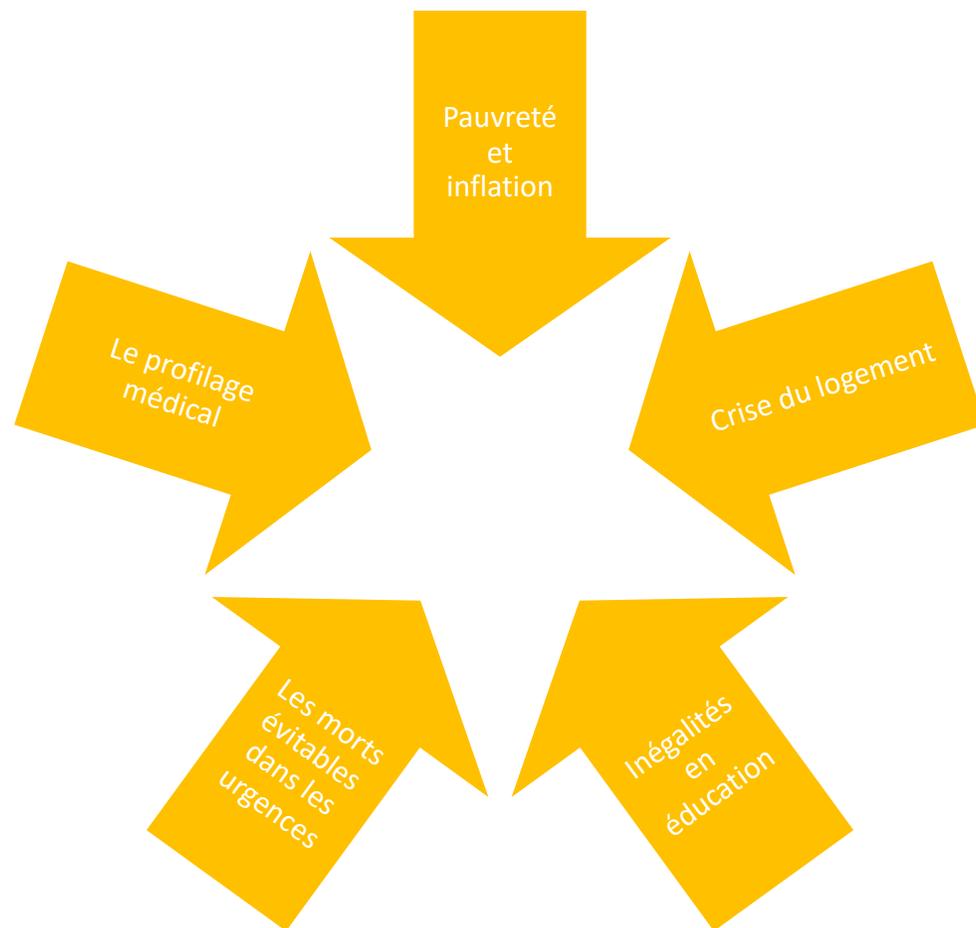
- La *Loi sur la stratégie nationale du logement*, L.C. 2019, ch. 29, art. 313
- La *Loi sur l'aide aux personnes et au famille*, L.R.Q. c. A-13.1.1.



### 3. La culture juridique des droits de la personne - tendances

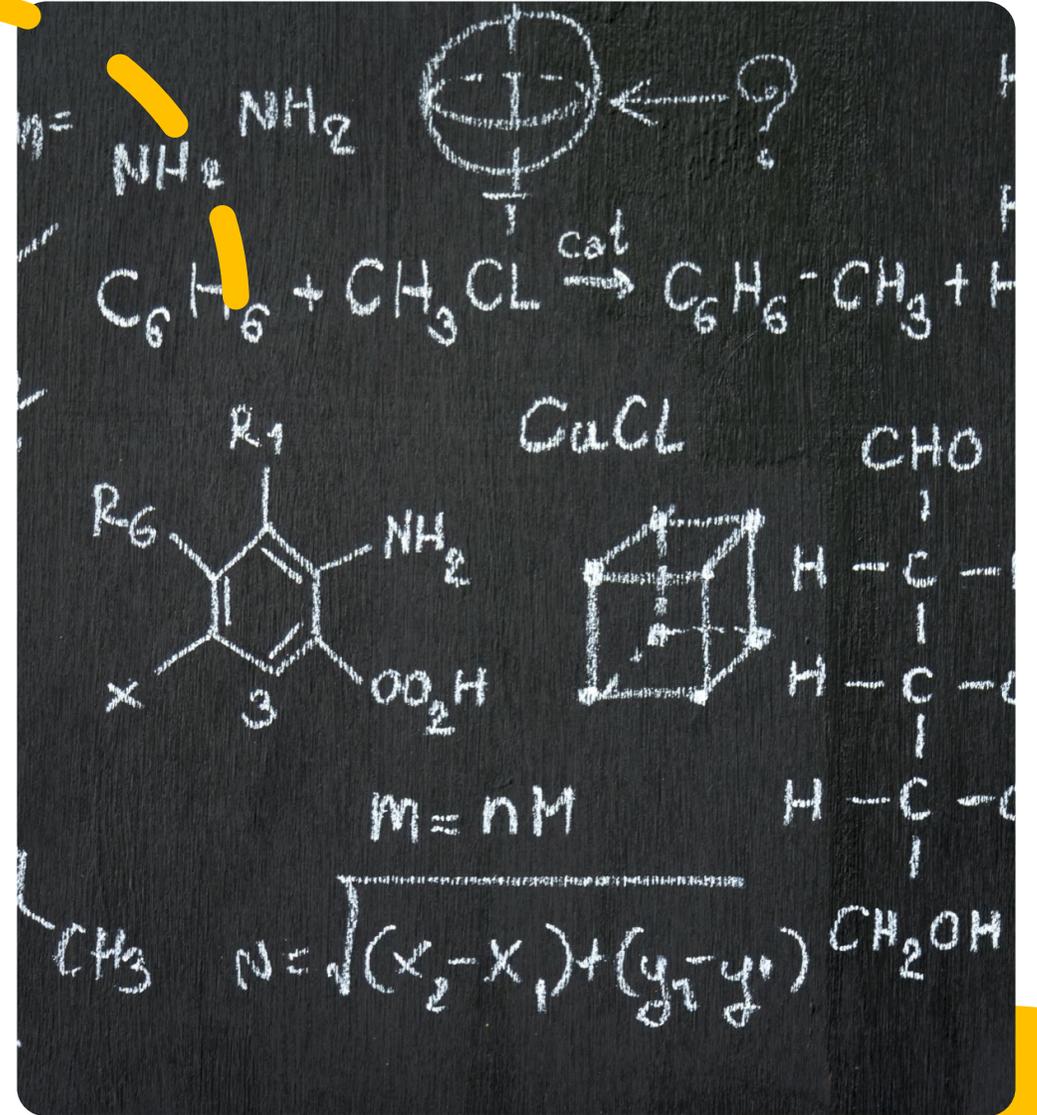
- Le « cadrage » des causes
- Les refus d'entendre les appels par la Cour suprême
- La tendance à considérer la question des DES comme un dossier «réglé »
- Les jugements de valeur
- La responsabilité individuelle vs la responsabilité collective
- Les DES dans la doctrine
- Les DES dans le cursus de formation en faculté de droit
- La pratique des avocats
- Le non-recours aux tribunaux par les ONG au Québec

## 4.1 Changer le statu quo : contexte



## 4.2 Changer le *statu quo* : méthode

- Des obstacles « hypertrophiés »
- Méthode « substantive et processuelle »
- Les « effets d'exclusion »
- Les effets de l'action et de l'inaction de l'État
- Le droit comparé



# QUESTIONS ET DISCUSSION

---



# Bibliographie sélective

- Monographies
  - CHATTON, Gregor T. *Vers la pleine reconnaissance des droits économiques sociaux et culturels*, Genève, Paris, Schulthess, LGDJ, 2013, 708 p.
  - PORTER, Bruce, Jackie DUGARD, Daniela IKAWA et Lilian CHENWI. *Research Handbook on Economic, Social and Cultural Rights as Human Rights*, Glos, Edward Elgar Publishing, 2020, 422 p.
  - YOUNG, G. Katharine. *The Future of Economic and Social Rights, Globalization and Human Rights*, United Kingdom, Cambridge University Press, 2019, 1355 p.
- Ouvrage collectif
  - Martha Jackman and Bruce Porter, dir., *Advancing Social Rights in Canada*, Toronto, Irwin Law, 2014.
- Chapitres d'ouvrages collectifs
  - ATAPATTU Sumudu. « Climate change, human rights and poverty: intersections and challenges » dans Martha F. Davis, Morten Kjaerum, Amanda Lyons, dir., *Research handbook on human rights and poverty*, Edward Elgar Publishing, 2021, 489-505.
  - PORTER, Bruce, « Canada : Systemic Claims and Remedial Diversity », dans M. Langford, C. Rodriguez and J. Rossi, dir., *Social Rights Judgments and the Politics of Compliance: Making it Stick*, Capetown, Pretoria University Law Press, 2014, 201-254.

# Bibliographie sélective

- Articles

- Bernard Duhaime, Elise Hansbury, « Les droits économiques, sociaux et culturels et le système interaméricain de protection des droits de la personne : deus ex machina au dernier acte, (2020) 61:2 *Les cahiers de droit*, 539-564.
- GALLIÉ, Martin et Marie-Claude P. BÉLAIR. « La judiciarisation et le non-recours ou l'usurpation du droit du logement – le cas du contentieux locatif des HLM au Nunavik » (2014) 55 :3 C de D 685-712.
- GALLIÉ, Martin et Martine CÔTÉ. « Prostitution et droit à l'aide sociale » (2020) 61 : 2 C de D 353–395.
- JACKMAN, Martha. " The Future of Health Care Accountability: A Human Rights Approach " (2015-2016) 47 Ottawa LR 437–472.
- JACKMAN, Martha. « Un pas en avant, deux pas en arrière : la pauvreté, la Charte canadienne et l'héritage de Gosselin » (2020) 61:2 *Les cahiers de droit*, 427-468.
- JUNG, Courtney, Ran HIRSCHL et Evan ROSEVEAR. " Economic and Social Rights in National Constitutions " (2015) 62 Am J Comp L 1043–1094.
- LAMARCHE, Lucie. « La justiciabilité des droits économiques et sociaux en 2016 au Québec: une tempête dans un verre d'eau? » (2016) 16 NCS 127–132.
- LEBEL, Louis, « Une tension dans la culture juridique canadienne : la réticence des tribunaux à l'égard des droits socioéconomiques, (2020) 61:2 *Les cahiers de droit* 315-330
- MCISAAC, Elizabeth and PORTER, Bruce, « Housing Rights : Canada Takes an Historic Step Forward » *Literary Review of Canada* 2019.

# Bibliographie sélective

- Articles

- PORTER, Bruce. " Judging Poverty: Using International Human Rights Law to Refine the Scope of Charter Rights " (2000) 15 JLSP 117–162.
- ROBITAILLE, David. « Non-universalité, illégitimité et sur-complexité des droits économiques et sociaux ? Des préoccupations légitimes mais hypertrophiées : regard sur la jurisprudence canadienne et sud-africaine » (2008) 53 :2 RD McGill 243–267.
- VÉZINA, Christine, GAY Margaux, « Présentation : Culture juridique des droits de la personne et justiciabilité des droits sociaux (2020) 61:2 *Les Cahiers de droit*, 277
- VÉZINA, Christine, « L'insoutenable légèreté des droits économiques et sociaux : ou le temps d'une mobilisation accrue (2019) 24:1 *Lex electronica* 237-258.
- VÉZINA, Christine, « Culture juridique des droits de la personne et justiciabilité des droits économiques et sociaux : tendances à la Cour suprême du Canada (2020) 61:2 *Les Cahiers de droit*, 495-538.
- VÉZINA, Christine, ZIMMERMANN, Hélène, « Un verrou sur la justiciabilité des droits économiques et sociaux » (2020) 52:2 *Sociologie et société* 99-132.
- VÉZINA, Christine, « Aide sociale et droits de la personne : regard sur la relation entre le législateur québécois et les tribunaux ou la faille du constitutionnalisme (2021)51 *Revue générale de droit*, 244-277.
- YOUNG, Margot, Temerity and Timidity : Lessons from *Tanudjaja v. Attorney General (Canada)* (2020) 61:2 *Les Cahiers de droit*, 469-494.
- ZION, Mark, « Making Time for Critique : Canadian « right to shelter » Debates in a Chrono-Political Frame » (2020) 37 *Recueil annuel de Windsor d'accès à la justice*, 88-116.

**COMRADES**  
COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR  
LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX



**MERCI pour votre attention**

N'hésitez pas à communiquer avec moi à  
[christine.Vezina@fd.ulaval.ca](mailto:christine.Vezina@fd.ulaval.ca)